



**Syndicat des Eaux
du Centre-Ouest**

Affaire suivie par

M Pierre Mery

Service : Direction

Tél. : 05 49 06 05 51

secretariat@syndicat-seco.com



Communauté de commune de Val de
Gâtine

Monsieur le Président

20 rue de l'Epargne

79160 Coulonges sur L'Autize

Réf. : 19-12-20-SL

Objet : l'adoption des PLUi de la CCVE et de la CCGA

Lettre recommandée avec AR

1A 159 642 7426 8

Echiré, le 20 décembre 2019

M. le Président,

Pour la bonne forme nous reprenons les termes de notre courriel du 25 octobre dernier. Nous avons bien reçu votre courrier du 2 septembre 2019 faisant suite à l'adoption des PLUi de la CCVE et de la CCGA.

Nous avons étudié précisément les dispositions et zonages relatifs à l'eau potable.

Vous trouverez ci-dessous nos observations qui portent sur l'article 8.1 **commun au règlement de toutes les zones** et rédigé comme suit :

Article 8 - UA : Desserte par les réseaux

8.1. Eau potable

Toute construction ou installation nouvelle qui, par sa destination implique une utilisation d'eau potable, doit être alimentée par branchement à un réseau collectif de distribution sous pression présentant des caractéristiques suffisantes, et notamment d'un débit de fuite maximal à 3 l/s/ha pour une pluie décennale.

Nos remarques portent sur plusieurs points :

1. Il est fait mention en fin de § d'un débit de fuite maximal pour une pluie décennale. Il s'agit probablement d'une erreur de copier/coller avec le § concernant les eaux pluviales.
2. **Pour toutes les zones**, le règlement prévoit un raccordement obligatoire au réseau public ce qui sous-entend que le réseau public doit être présent. Pour les zones déjà bâties et les zones proches des bourgs cette disposition n'aurait pas de conséquence pour le service d'eau. Par contre il existe un risque de rendre obligatoire pour le service d'eau la desserte de projets en zone A et N où des projets peuvent voir le jour (AL, AX, NL, NX ...). Le service d'eau pourrait alors se trouver dans l'obligation de réaliser des extensions importantes pour desservir des écarts avec des pbs de temps de séjour et donc de conformité sanitaire. Il nous semble absolument nécessaire que dans ces zones le service d'eau soit appelé à se prononcer sur le caractère raccordable de tout projet. Il nous paraît nécessaire que le règlement n'impose pas le raccordement au réseau public d'eau potable.

Syndicat des Eaux du Centre-Ouest

Henri dit Beaulieu 79410 ÉCHIRÉ

05 49 06 05 51

www.syndicat-seco.com



3. Au-delà, nous nous interrogeons sur le fait de rendre obligatoire le raccordement au réseau collectif. Autant cette obligation est inscrite dans le code de la Santé pour les eaux usées (qd le réseau public existe) autant pour l'eau potable un habitant peut toujours avoir recours à une ressource privée (puits ...) et n'est, à notre connaissance, pas dans l'obligation de demander un branchement au réseau public.

Comme suite à la définition des PLUi le SECO finalisera pour chaque commune son schéma de desserte en eau potable. Ce document définira précisément les secteurs que le service d'eau dessert ou envisage de desservir et les secteurs que le service d'eau n'envisage pas de desservir. Cette réflexion avait été mise en attente de la définition du PLUi. En complément nous rappelons ci-dessous la position du SMEG qui rejoint celle du SECO. Une proposition alternative de rédaction est reproduite ci-après.

► **1. EAU POTABLE**

Toute construction doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable dans les conditions et selon les modalités définies par le gestionnaire du réseau.

► **2. EAUX USÉES**

Toute construction doit être raccordée au réseau public d'assainissement des eaux usées s'il existe dans les conditions et selon les modalités définies par le gestionnaire du réseau. Dans le cas où le réseau public n'existe pas, toute construction doit être assainie par un dispositif d'assainissement conforme à la législation en vigueur.

Le SMEG propose également d'introduire une notion de faisabilité du raccordement au réseau public d'eau potable : les constructions peuvent être raccordées dans les conditions et modalités techniques et financières définies par le gestionnaire de réseau si les durées de temps de séjour de l'eau sont compatibles avec la réglementation en vigueur.

Comme suite à notre dernier entretien nous sommes à votre écoute pour organiser une réunion commune et valider une rédaction définitive de ces documents avant enquête publique.

Vous souhaitant bonne réception de la présente je vous prie d'agréer l'expression de nos sincères salutations.

Le Directeur,

Pierre MERY

